ILS RÉINVENTENT L'AGRICULTURE

Pour contrer la chute du nombre d'agriculteurs et réussir la transition agroécologique, le monde paysan innove. Nous sommes allés à sa rencontre à la veille de l'ouverture du Salon de l'agriculture, le 26 février.

Fondé par un ancien chercheur d'or revenu de Californie à la fin du XIXe siècle, le site de Menez Meur, dans le Finistère, fait partie de ces nouveaux espaces-tests qui, depuis une quinzaine d'années, ont essaimé en France. Ici, des néoruraux en reconversion professionnelle testent leur projet avant une installation pérenne. Sandrine Le Pinsec *(voir page 19)*, ancienne auxiliaire de puériculture devenue éleveuse de brebis, est l'un des deux agriculteurs accueillis sur le site. *« On participe au repeuplement des campagnes et à la relance d'une agriculture paysanne »*, se réjouit-elle. Ce vaste domaine, situé à l'ouest des monts d'Arrée, géré par le parc naturel régional d'Armorique, a été mis en place en septembre 2020.

« Cet espace-test est né d'une volonté du parc de soutenir l'agriculture pour valoriser durablement les ressources du territoire. Et aussi pour créer des emplois et du lien social », appuie Solène Larzul, chargée de mission développement agricole et alimentaire au parc d'Armorique et coordinatrice de l'espace-test. Si, dans le Finistère, la structure est portée par un parc naturel régional, les modèles sont très variés à l'échelle nationale. La majorité est sous statut associatif ou de coopérative d'activités. Quelques-uns, plus rares, restent des structures informelles.

ARNAUD DISPAGNE
a quitté son emploi de diagnosticien et la région parisienne pour produire des œufs.

PLUS DE 70 ESPACES-TESTS AGRICOLES EN FRANCE

Les premiers espaces-tests agricoles, nés vers 2007, sont venus du milieu du développement rural, à l'image des Civam (centres d'initiatives pour valoriser l'agriculture et le milieu rural), d'associations d'éducation populaire, ou portés par des établissements d'enseignement agricole. Rapidement, il leur a fallu s'organiser. En mars 2012, le Réseau national des espaces-tests agricoles (Reneta), est fondé. *« À l'époque, il y en avait une quinzaine en fonctionnement, et aujourd'hui il y en a plus de 70 »*, raconte Jean-Baptiste Cavalier, son coordinateur national. *« Il y avait des façons de faire différentes… Et c'est encore le cas aujourd'hui ! »* Car les espaces-tests sont surtout des valeurs →

communes, défendues par une charte, au sein de structures uniques, chacune adaptée à un territoire. Dans le Finistère, l'espace-test de Menez Meur s'est focalisé sur l'élevage, en particulier sur les races rustiques bretonnes, production dominante sur le territoire du parc régional. Ce qui en fait un dispositif original en France, puisque la majorité des porteurs de projets s'installent plutôt en maraîchage.

UNE COUVEUSE ET UNE PÉPINIÈRE AGRICOLE

La première fonction des espaces-tests est de donner au futur agriculteur un cadre d'exercice légal. *« C'est le principe de la couveuse, on signe un contrat d'appui au projet d'entreprise pour une période de un an, renouvelable deux fois. Cela leur donne le droit d'utiliser notre numéro de Siret, et ils peuvent ainsi produire et vendre légalement »*, explique Claire Quintin, qui travaille pour À petits pas. Cette association issue du Mouvement rural de la jeunesse chrétienne assure cette fonction de couveuse pour l'espace-test agricole du Défriché, à Sains-du-Nord, dans les Hauts-de-France. Trois projets en maraîchage y ont déjà été accueillis.

Ces structures mettent également à disposition des moyens de production, du matériel, des bâtiments et du foncier. Ils proposent un accompagnement technique des apprentis agriculteurs et coordonnent le travail des différents partenaires. *« L'accompagnement est multiple et on ne peut pas revendiquer à nous seuls le fait que le projet réussisse ! »*, continue Claire Quintin. Cet accompagnement est fondamental. À Menez Meur, non loin du troupeau de brebis de Sandrine Le Pinsec, Arnaud Dispagne, 37 ans, termine d'installer ses poules pondeuses. Aidé par des amis bricoleurs, il a monté son premier bâtiment d'élevage. Lui a lâché un emploi de diagnosticien en région parisienne pour produire des œufs, peut-être aussi des poulets de chair, et du miel d'abeilles noires d'Ouessant. La prochaine étape sera de trouver des terres pour qu'il s'installe. Mais pas n'importe où : *« J'aimerais beaucoup le faire dans un espace arboré que je pourrais valoriser, soit avec des vergers, soit pour du bois d'œuvre. »*

Arnaud a trouvé dans l'espace-test un appui technique et n'a pas ce sentiment de solitude que l'on rencontre souvent lors d'une première installation, notamment face aux tracas administratifs. *« Je suis quelqu'un d'un naturel prudent. Avoir intégré un espace-test me rassure. Cela me donnera aussi plus d'assise pour négocier un prêt quand je m'installerai. Je pourrai présenter un résultat en sachant de quoi je parle… Par exemple, pour savoir combien de bottes de foin je vais utiliser en un an. Si je n'essaie pas, je ne saurai pas l'évaluer ! »*

UNE SOCIOLOGIE NOUVELLE

Des petites fermes, de la vente directe, des projets souvent en phase avec les attentes de consommateurs plus urbains… Les espaces-tests ont aussi vocation à accompagner l'évolution des profils en agriculture. D'après les chiffres du dernier recensement général agricole, en 10 ans, le nombre d'exploitations a baissé de 20 %, et d'ici à 10 ans la moitié des agriculteurs actifs sera partie à la retraite. Chaque année, le nombre d'installations ne compense qu'aux deux tiers les arrêts d'activité. Parallèlement, le profil des nouveaux arrivants évolue. *« Aujourd'hui, un tiers des porteurs de projet ne sont pas issus du milieu agricole. Ces personnes sont souvent dans un processus de reconversion professionnelle et attirées par des petits projets, diversifiés, à forte valeur ajoutée par la transformation, et tournés vers les circuits courts pour la commercialisation »*, constate Solène Larzul. *« C'est aussi pour les collectivités un outil de politique agricole,* complète Jean-Baptiste Cavalier. *Quand vous mettez en place un espace-test, vous avez en tête une idée du type d'agriculture que vous voulez développer et de la problématique à laquelle vous souhaitez répondre par rapport à votre territoire. »*

Toutefois, il faut être capable d'accompagner des gens qui viennent avec des projets inhabituels. Ce qui n'est pas aisé en France. *« Il y a un modèle dominant qui a du mal à laisser la place à d'autres »*, constate Jean-Baptiste Cavalier. Le Reneta estime qu'il faudrait aller plus vite. Le 28 février, deux jours après l'ouverture du Salon de l'agriculture, sera lancée une plateforme internet, Passerelles paysannes. Un outil pour accompagner les vocations. »

TEXTE **RONAN LE COZ**

PHOTOS **JEAN-MARIE HEIDINGER/MIRAGE COLLECTIF** POUR *LA VIE*

APRÈS AVOIR DÉMARRÉ son activité grâce aux espaces-tests, Arnaud cherche des terres pour s'installer définitivement.

Une plateforme pour ceux qui se lancent

Portée par plusieurs associations, cette plateforme numérique réunit les informations sur les démarches à effectuer quand on veut devenir agriculteur et liste les acteurs susceptibles d'accompagner les futurs exploitants lors de leur installation. Ce dispositif, qui complète le travail des chambres d'agriculture et du syndicat Jeunes agriculteurs, met particulièrement en valeur la diversité des parcours possibles. **passerellespaysannes.fr**

UNE NOUVELLE VIE AU MILIEU DES BREBIS

Ancienne auxiliaire de puériculture, Sandrine Le Pinsec a intégré l'espace-test de Menez Meur, dans le Finistère. Elle se prépare à sa nouvelle vie d'éleveuse de brebis.

« *Mes brebis m'apportent un bien-être que vous ne pouvez même pas imaginer ! Je ne suis pas déconnectée, je sais ce qui se passe autour de moi. Mais je suis bien avec mes bêtes.* » En la voyant traverser à grandes enjambées une parcelle de bruyères rases et de molinies, on pourrait penser que Sandrine Le Pinsec a passé toute sa vie à accompagner son troupeau. Elle a pourtant commencé sa vie professionnelle comme auxiliaire de puériculture en pédiatrie ! « *J'ai travaillé en crèche, puis en milieu hospitalier pendant une dizaine d'années.* »

Il y a 13 ans, elle quitte l'hôpital pour les champs et se forme en polyculture-élevage, maraîchage bio, ainsi que comme bergère transhumante. Une deuxième vie au grand air, à parcourir les pâturages, là où le vent la mène, et à peaufiner son projet personnel : élever un jour ses propres brebis pour produire de la viande d'agneau bio.

SANDRINE LE PINSEC et son troupeau dans l'espace-test du parc naturel régional d'Armorique.

PHOTOS JEAN-MARIE HEDINGER/MIRAGE COLLECTIF POUR *LA VIE*

NOURRIR LES GENS D'À CÔTÉ

Originaire des Côtes-d'Armor, Sandrine Le Pinsec a eu l'opportunité de tester son projet d'activité dans les monts d'Arrée, au cœur du Finistère. Ses brebis de race landes de Bretagne paissent dans les paysages grandioses du domaine de Menez Meur, sur la commune d'Hanvec, entre bois de conifères, landes sèches et promontoires rocheux d'où le regard porte jusqu'à la rade de Brest.

En ce début d'année 2022, Sandrine Le Pinsec commence l'agnelage, l'une des périodes les plus délicates dans la profession. Ce moment conditionnera également la suite de tout son projet. Pour l'instant, elle possède une centaine de bêtes après un investissement de départ d'environ 10000 €. Le matériel, le foncier, une aide technique sont fournis par l'espace-test. L'objectif qui a été déterminé est de monter rapidement le troupeau à 150 mères pour que le projet permette à Sandrine de vivre.

Le matériel, le foncier, une aide sont fournis par l'espace-test. L'objectif est de monter le troupeau à 150 mères pour que Sandrine puisse vivre.

LE PROBLÈME DU FONCIER

« *Je veux une autonomie maximale et le moins d'intermédiaires possible* », explique-t-elle. Sa viande d'agneau sera vendue en colis. Une page Facebook, des prospectus et un système de précommandes ont lancé l'affaire. « *J'ai appelé cela L'agneau d'à côté, en cohérence avec ce que j'ai envie de faire : nourrir des gens à côté de chez moi !* » Reste l'épineux problème de la recherche de foncier pour envisager une installation définitive… « *Je savais que ce ne serait pas simple. Il faut connaître le territoire. Avec le bouche-à-oreille, je commence à entendre des choses, par exemple qu'untel va partir à la retraite…* » L'éleveuse de brebis espère trouver un endroit à elle dans les landes des monts d'Arrée, idéales pour faire paître une race rustique qui avait presque disparu de Bretagne.

« *J'aimerais que ça se passe ici. Il y a des dynamiques intéressantes, avec un projet d'atelier de découpe collective porté par le parc naturel régional et quelques éleveurs.* » Pas naïve, elle sait que trouver 40 ha de terres ne sera pas facile dans un contexte de pression foncière accrue. « *Si ça n'est pas ici, c'est que ça ne devait pas se passer ici. Et je trouverai ailleurs !* » R.LEC.

DANS LE GERS, ILS CULTIVENT LE PREMIER COTON FRANÇAIS

Au pays de l'armagnac, trois jeunes agriculteurs ont réussi le pari de faire pousser du coton. La plante, habituellement cultivée dans les pays chauds, s'est parfaitement adaptée au sol et au climat du Gers. La récolte ramassée sert à confectionner des polos ou des tee-shirts fabriqués en France.

De loin, les petites boules évanescentes feraient presque penser à de gros flocons de neige. Sur les coteaux de Gascogne, il est pourtant rare que la campagne se couvre d'un blanc manteau d'hiver. D'ailleurs, lorsqu'on approche du champ qui descend vers un petit étang, le doute s'estompe rapidement. En plein cœur du Gers, au milieu des vignes et des céréales, pousse du coton. *« Nous en avons planté une dizaine d'hectares. Et nous en sommes à notre cinquième récolte »*, lance Yohan de Wit, tout sourire, depuis Montréal-du-Gers, petite commune d'Occitanie à quelques kilomètres de Condom et de l'abbaye de Flaran. Avec les frères Samuel et Médéric Cardeillac, des amis d'enfance, il est à l'origine de ce pari fou : faire pousser du coton en France, au pays de l'armagnac, sous un climat océanique, à des milliers de kilomètres des principaux pays producteurs : Chine, Inde, Pakistan, Brésil, États-Unis.

YOHAN DE WIT, l'un des trois planteurs à Montréal-du-Gers, le 14 février 2022.

« Au départ, nous cherchions simplement une idée pour nous diversifier. Nous nous sommes demandé :

que font les Français au quotidien ? Ils mangent, ils boivent et ils s'habillent. Le textile venant de la terre, qui mieux que les agriculteurs pour habiller les gens ? Tout le monde utilise du coton, autant le produire au plus près de nous ! », raconte Yohan. Avec audace, les trois Gersois se lancent dans l'aventure, sans formation ni étude de marché. En 2016, tout débute par six graines de cotonniers plantées dans le jardin. Et ça pousse ! L'année suivante, ils passent à 2 ha puis augmentent au fur et à mesure la voilure jusqu'à atteindre une surface maximale de 14 ha.

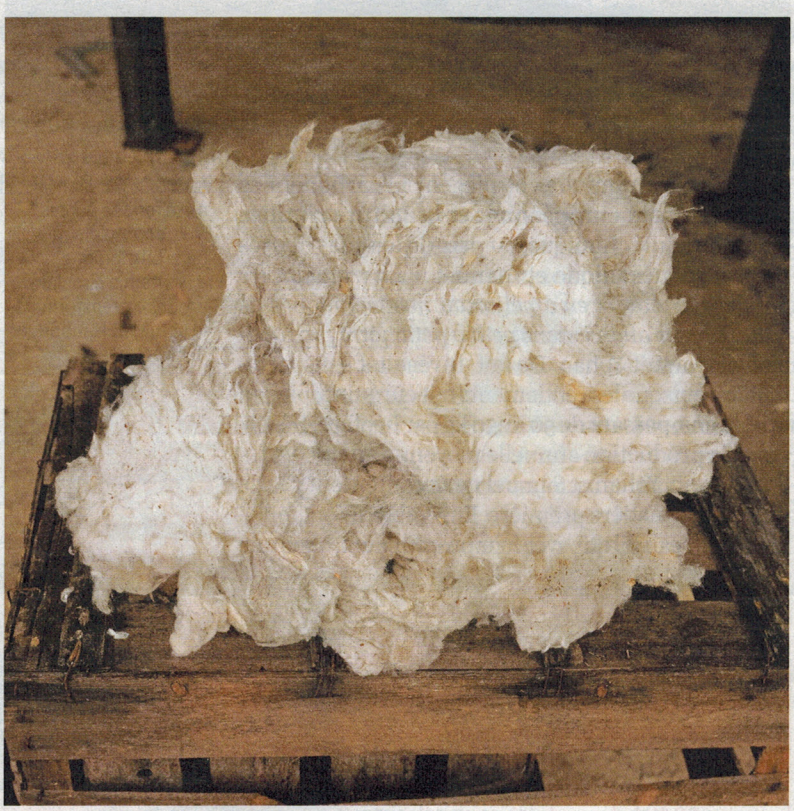
L'ACCLIMATATION DU COTON, C'EST DE LA BALLE !

Les récoltes se succèdent et Yohan, Médéric et Samuel balaient les idées reçues sur le coton. L'arbuste s'adapte en effet parfaitement au Gers, à son climat et au sol argilo-calcaire de Montréal. Selon le CNRS, les grands pays producteurs consomment en moyenne plus de 5000 l d'eau pour produire 1 kg de fibre. En Gascogne, la plante n'a pas besoin d'irrigation autre que l'eau de pluie. Ainsi, elle utilise moins d'eau que le maïs, plante d'origine tropicale omniprésente dans le département. En outre, elle résiste particulièrement bien aux températures caniculaires. « *À l'été 2020, lorsqu'il a fait si chaud, le coton était le seul à bien se tenir. Avec son tronc de 3 à 4 cm de diamètre, l'arbuste a un gros développement racinaire qui lui permet d'aller chercher l'eau là où elle se trouve* », détaillent les agriculteurs. Seul obstacle : le gel, que la plante ne supporte pas. Heureusement, sous le climat océanique de la Gascogne, il est rare. Du printemps, période des semis, à l'automne, saison de la récolte, l'arbuste se développe sans difficulté jusqu'à ce qu'il atteigne sa maturité et que l'on puisse séparer la graine de la fibre végétale, ensuite transformée en fil.

Adeptes d'une agriculture de conservation (ensemble de techniques qui visent à maintenir la fertilité des sols agricoles, en particulier en luttant contre l'érosion), les trois trentenaires travaillent sur la régénération des sols grâce à des couverts végétaux, notamment avec des féveroles, qui maintiennent leurs →

« Au départ, nous cherchions à nous diversifier. Nous nous sommes demandé : que font les Français au quotidien ? Ils mangent, ils boivent et ils s'habillent. »

YOHAN DE WIT, CULTIVATEUR DE COTON



LA FLEUR DE COTON *(ci-dessus, en haut)* arrivée à maturité se récolte à l'automne. La matière est ensuite séchée, égrenée puis filée pour être utilisée dans l'industrie textile.

qualités agronomiques et piègent le carbone. Les semences sont européennes et la culture n'utilise aucun produit chimique, au prix de longues heures de binage mécanique et manuel. « *En trouvant les bonnes variétés et en améliorant nos techniques de culture, nous augmentons petit à petit notre productivité* », poursuit Yohan. De fait, le résultat est spectaculaire, puisque les rendements ont été quintuplés en quatre ans, passant de 50 à 250 kg par hectare. Désormais, la production annuelle moyenne atteint 2,5 t.

Médéric, Yohan et Samuel ne se contentent pas de produire la matière première. Ensemble, ils ont fondé la société Jean Fil qui, avec leur propre coton, dans une logique d'économie circulaire, confectionne et commercialise des polos et des tee-shirts on ne peut plus made in France. « *Nous cultivons des vêtements*, s'amuse Yohan. *Nous avons tout fait un peu à l'envers, si bien que lorsque nous avons réalisé notre première récolte, on ne savait pas vraiment quoi faire de tout ce coton.* »

LA SOCIÉTÉ Jean Fil a été fondée par les trois cotonniers gersois dans une logique d'économie circulaire : produire, transformer le coton, puis fabriquer des vêtements.

DES VÊTEMENTS À FAIBLE COÛT ÉCOLOGIQUE

Les trois compères ont pris leur voiture et entrepris un périple dans la France du textile et des manufactures, celles qui ont résisté à la mondialisation pour perpétuer de précieux savoir-faire. Un ballot de leur coton dans le coffre, ils ont visité une filature dans les Vosges, un tricoteur et un teinturier près de Troyes (Aube), puis un atelier de confection dans les Landes. En 2018, le premier polo de la marque Jean Fil, garanti 100 % français de la fibre à la dernière maille, est officiellement né. Si son prix de vente reste élevé (120 €, le polo, et 50 €, le tee-shirt), son coût écologique est imbattable. « *De la culture à la vente, nos polos parcourent moins de 2000 km alors que, sur le marché mondial, il faut plutôt compter 40000 km en moyenne. Et puis le coton est très souvent produit dans des conditions humaines déplorables. Le cas des Ouïgours* (qui cultivent le coton du Xinjiang sous la contrainte chinoise, ndlr) *est à ce titre très parlant.* »

Les rendements ont été quintuplés en quatre ans, passant de 50 à 250 kg par hectare. Désormais, la production annuelle moyenne atteint 2,5 t.

À raison de 300 g de matière pour fabriquer un polo, la production des trois cotonniers gersois, de l'ordre de 8000 à 10000 pièces, reste marginale à l'échelle du marché mondialisé du textile. Néanmoins, pour Yohan, Médéric et Samuel, le symbole est fort. « *Si nous pouvons aider, à notre mesure, les industries textiles françaises à exister, à maintenir des emplois et des savoir-faire, tant mieux. Et pourquoi ne pas faire entrer demain de nouveaux agriculteurs dans le processus de production ? Notre objectif est aussi de sortir de la logique des cours mondiaux. Nous savons combien nous coûte notre coton et combien nous devons le vendre pour être rentables* », s'enthousiasment-ils. En attendant, depuis les coteaux de Gascogne, le trio a relevé leur défi un peu fou : être les premiers à fabriquer un vêtement en coton intégralement français.

TEXTE **AXEL PUIG**

PHOTOS **GUILLAUME RIVIÈRE** POUR *LA VIE* →

Une paille à l'échelle mondiale

La production de 2,5 t de Yohan de Wit, Samuel et Médéric Cardeillac ne pèse pas lourd au regard de la production mondiale annuelle de coton qui s'élevait, en 2020-2021, à 24,2 millions de tonnes. En Europe, elle oscille en dessous de 300000 t, soit à peine 1,2 % de la production mondiale. La Grèce est le premier pays producteur (85 % de la production européenne), suivie de l'Espagne, de la Bulgarie et désormais du Gers ! En Italie et au Portugal, la culture du coton a été abandonnée dans les années 1990.

LA TRUITE, LE LÉGUME ET LA TORTUE

Dans son étrange ferme aquaponique flottante, François Plassard produit des légumes et élève des poissons. Sa « tortue maraîchère », actuellement amarrée sur un étang de l'Aude, entend répondre aux défis du dérèglement climatique.

La veille, la tramontane a soufflé jusqu'à 130 km/h. Malgré les rafales, malgré les vagues, la serre est restée solidement amarrée au milieu de l'étang de La Palme, à une trentaine de kilomètres au sud de Narbonne. Depuis deux ans, ce curieux objet flottant que les Audois connaissent sous le nom de « tortue maraîchère » résiste inlassablement aux intempéries.

Ce matin d'hiver, François Plassard enfile ses cuissardes, pénètre dans une eau en dessous de 10 °C, puis grimpe dans une barque qui avance lentement avec, en toile de fond, le pic du Canigou enneigé. L'œil rieur, l'ancien ingénieur agronome, à la retraite aujourd'hui, créateur du réseau Jardins de cocagne, qui milite en faveur d'une agriculture libérée du carcan pétrolier, est l'inventeur de cette petite ferme aquaponique révolutionnaire, à mi-chemin entre une serre et un catamaran.

Posée sur deux flotteurs et recouverte d'un dôme en polycarbonate, lui-même coiffé de panneaux photovoltaïques, la tortue maraîchère mesure 10 m de longueur sur 2 m sur sa plus grande largeur, en son milieu. À l'intérieur, un grand réservoir où frétillent les truites est entouré de bacs où poussent habituellement légumes et plantes aromatiques. *« Actuellement, l'eau est trop froide. C'est pourquoi les poissons mangent très peu et ne produisent pas les nutriments dont les plantes ont besoin pour pousser »*, explique François Plassard en accostant la serre.

UNE TECHNIQUE HÉRITÉE DES AZTÈQUES

Connue depuis des siècles, pratiquée par les Aztèques, l'aquaponie repose sur la complémentarité entre plantes et poissons. La tortue maraîchère fonctionne ainsi comme un cercle fermé vertueux. Les déjections des poissons sont dissoutes dans l'eau. Grâce à l'action de bactéries fixées sur un substrat, l'ammoniaque est transformée en nitrate qui permet aux plantes de pousser. En retour, ces dernières nettoient l'eau grâce à leur action de phytoépuration.

ANTICIPER LA MONTÉE DES EAUX

Depuis les lagunes qui bordent le littoral audois, François Plassard a eu l'idée d'utiliser cette technique ancestrale pour instaurer une agriculture adaptée au changement climatique. Pour ce faire, il a fondé l'association Paysans terre mer. *« Le Giec* (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, ndlr) *annonce une montée des eaux de près de 1 m avant la fin du XXIe siècle. Ici, nous avons 40000 ha d'étang dont la surface augmentera de 30 %. Notre idée est simple : si la mer vient à nous, allons à la mer ! »*, annonce-t-il.

Cette tortue expérimentale a déjà fait ses preuves d'un point de vue agronomique puisqu'en 2021 elle a produit l'équivalent d'un jardin de 300 m². À cela s'ajoutent les loups élevés en été ou les truites lorsque la température de l'eau chute. *« La technologie est simple et libre, tout peut être autoconstruit pour environ 8000 € de matériel »*, sourit l'inventeur, qui espère qu'un jour des dizaines de tortues maraîchères flotteront sur les étangs de cette région et d'ailleurs. A.P.

LES FERMES AQUAPONIQUES de François Plassard peuvent s'autoconstruire pour environ 8000 €.

PHOTO PQR/MIDI LIBRE/VINCENT PEREIRA/MAXPPP

À SAVOIR

L'association Paysans terre mer vise à expérimenter de nouvelles pratiques agricoles qui soient également génératrices de lien social : **latortuemaraichere.com**

QUATRE EXPLOITANTS POUR UNE SEULE FERME

Depuis 2019, l'histoire de la ferme des Raux, en périphérie de Clermont-Ferrand, s'écrit au pluriel. Quatre agriculteurs se sont associés pour transformer les céréales cultivées sur place en pain, pratiquant une agriculture plus cohérente, durable et génératrice d'emplois.

Les pains pétris la veille sont désormais tous cuits, prêts à partir vers les marchés. Quelques commandes de volailles attendent les clients qui viendront les récupérer cet après-midi à la ferme. Il est 13 heures, ce vendredi, l'heure pour les quatre membres associés de la ferme des Raux, à Gerzat (Puy-de-Dôme), de se réunir autour d'un déjeuner préparé par Chantal Gascuel, 65 ans, agricultrice à la retraite. Il y a son mari, Jean-Sébastien, 66 ans, cultivateur et éleveur, leur fils Simon, 38 ans, Jérôme Gandon, 51 ans, et Antoine Teurnier, 33 ans, tous les trois paysans-boulangers.

Depuis juillet 2019, tous sont liés par un même projet : la gestion collective de l'exploitation agricole située aux portes de Clermont-Ferrand, dans le Puy-de-Dôme, en plein cœur des terres noires et fertiles de la Limagne. Les 80 ha de la ferme des Raux mêlent agriculture biologique, cultures paysannes en agroforesterie, élevage de 2000 volailles en plein air et, depuis peu, fabrication de pain. « *En général, on fait le point le lundi* », note Antoine, entre deux bouchées. « *Le vendredi, avec les livraisons et les marchés à préparer, c'est souvent la charrette.* » Les associés ne perdent toutefois aucune miette de ce déjeuner. Les questions à régler filent les unes après les autres : la température à l'arrière du fournil, la meilleure date pour tailler les haies, l'accueil dans l'après-midi d'un groupe d'étudiants…

« Les exploitations sont désormais trop grandes pour que les enfants puissent assumer seuls les prix du foncier, des machines et des animaux. »

CHANTAL GASCUEL, AGRICULTRICE À LA RETRAITE

« 80 HA POUR UNE SEULE PERSONNE, C'EST IDIOT »

Avec le temps, les quatre associés ont appris à s'organiser. La ferme est depuis trois générations dans la famille de Chantal. Sur le papier, chacun a son pré carré : les cultures pour Jean-Sébastien, les volailles pour Simon, le pain pour Antoine et l'administratif pour Jérôme. « *Dans les faits, c'est très différent, notamment pour la partie pain,* décrit ce dernier. *Nous sommes trois boulangers, on tourne donc sur les postes.* » Chacun ayant conscience de ses limites : « *les chiffres et le pain* » pour Jean-Sébastien, et « *le tracteur* » pour les deux qui ne sont pas issus du milieu agricole, Antoine et Jérôme, sourient-ils unanimement.

Ces deux derniers sont ingénieurs agronomes de formation, mais ils n'ont pas grandi dans une ferme. Antoine, né à Versailles (78), a travaillé comme animateur dans une association pour le développement agricole et rural. Jérôme, originaire de Pau (64), est encore aujourd'hui conseiller à mi-temps dans une structure de gestion et de comptabilité agricole. « *Avec mon métier, j'ai toujours accompagné des agriculteurs,* relate Jérôme. *Mais à 40 ans, après une opération, j'ai eu envie de mettre à mon tour les mains dans le cambouis.* »

ANTOINE *(ci-contre, à gauche)* lame les pains tandis que Simon prépare les commandes de volailles pour la vente directe.

De son côté, Antoine a « *toujours su* » qu'il passerait un jour de la théorie à la pratique. Lui qui s'est d'abord rêvé maraîcher a vite compris que « *ni le rythme du travail ni le taux horaire ne* (lui) *conviendraient* ». Tous deux, sans se connaître à l'époque, ont obtenu un CAP en boulangerie, puis ont croisé la route de la famille Gascuel en 2018. L'idée de s'installer à plusieurs s'est progressivement imposée à tous. Le couple d'agriculteurs, Chantal et Jean-Sébastien, proche de la retraite, s'interrogeait à ce moment-là pour savoir qui prendrait la relève. Simon, leur fils, ne l'aurait jamais envisagé seul. « *80 ha pour faire vivre une seule personne, c'est idiot, et cela demande beaucoup trop de travail* », considère celui qui a grandi à la ferme mais qui a aussi été routier pendant 12 ans.

UN RAPPORT AU TRAVAIL DIFFÉRENT

Il n'était en revanche pas question d'improviser. Le projet de ferme collective a longuement mûri. « *Chacun avait ses idées, ses envies et, bien sûr, ses conditions* », se rappelle Simon. Pour Antoine et Jérôme, il n'était pas possible que l'activité professionnelle rogne trop sur leur vie privée. Des week-ends, des congés payés, une semaine de vacances à Noël, pas de travail de nuit ont ainsi été institués.

« *Jean-Sébastien n'a pas le même rapport au travail que nous qui avons été salariés,* observe Antoine. *Peu importe qu'on soit dimanche, s'il y a un truc à faire, il le fait.* » Antoine estime travailler entre 40 et 45 heures par semaine. Il ne pourrait pas faire plus : « *C'est déjà ric-rac pour concilier le travail avec ma vie de jeune père.* » Le regard de Simon est moins tranché. Il a même décidé de s'installer sur l'exploitation et de retaper la maison de ses grands-parents. « *S'occuper des animaux, faire du tracteur, ça n'est pas pour moi du travail à proprement parler* », justifie-t-il. Chantal et Jean-Sébastien Gascuel, eux, se sont habitués sans trop de difficulté à ce nouveau rythme. « *Même si nous n'avons jamais pris de vraies vacances depuis* », s'amuse Chantal. Leur organisation quotidienne a toutefois évolué. « *On est passé d'une gestion en couple, où tout se décidait rapidement, à un fonctionnement collectif, avec une réunion par semaine* », indique Jean-Sébastien.

Pour rien au monde le couple ne reviendrait en arrière. « *On est arrivé au bout du modèle des fermes familiales tel que nous l'avons connu* », pense Chantal qui, elle-même, avec Jean-Sébastien, a mis plus de 20 ans pour racheter les terres de ses parents. « *Les exploitations sont désormais trop grandes pour que les enfants puissent assumer seuls les prix du foncier, des machines et des animaux.* » Ils ne souhaitaient pas non plus voir leurs terres être dispersées entre plusieurs exploitations voisines. Aujourd'hui, « *deux tiers des surfaces libérées conduisent à l'agrandissement des fermes déjà existantes* », chiffre à ce sujet Terre de liens dans son rapport sur l'état du foncier en France. Le couple choisit donc de se tourner vers ce mouvement →

« LE SOL N'EST RIEN DE MOINS QUE L'ORIGINE DU MONDE »

Marc-André Selosse appelle à prendre soin de l'écorce terrestre malmenée par les plastiques et les techniques de labour. La survie de l'humanité est en jeu.

À LIRE

L'Origine du monde. Une histoire naturelle du sol à l'intention de ceux qui la piétinent, de Marc-André Selosse, Actes Sud, 24 €.

CANNASSE BR/EDITIONS ACTES SUD

MARC-ANDRÉ SELOSSE, biologiste spécialisé en champignons et en botanique, est professeur au Muséum national d'histoire naturelle, à Paris.

ISTOCK

LA VIE. Pourquoi a-t-il fallu attendre le XIXe siècle pour que l'on sépare le sol de la terre ?

MARC-ANDRÉ SELOSSE. Le géographe russe Vassili Dokoutchaïev aurait fondé la pédologie (l'étude scientifique des sols) en 1883. C'est l'avocat naturaliste Friedrich Albert Fallou (1794-1877) qui a inventé le mot « pédologie ». Le sol est toujours là. On ne le questionne pas. Il ne disparaît pas en quelques générations, même si certains gestes agricoles le malmènent. Cette confusion remonte à loin : dans la Genèse, le sol est indissoluble de la terre. L'homme est façonné avec la poussière de la terre. Bien des obstacles épistémologiques expliquent la difficulté à prendre conscience de son importance : il n'est pas transparent, mais opaque. Les composants qui le constituent sont petits, et il est considéré comme sale dans la culture occidentale. On y enterre les déchets et les morts. Il peut être transcendé – on parle de droit du sol –, mais il est alors réduit à une surface. Quand il prend de l'épaisseur, il souille, il crotte.

Ce n'est qu'à la fin du XXe siècle que l'on mesure son importance.

M-.A.S. Le sol sur lequel nous marchons n'est rien de moins que l'origine du monde : les animaux ne seraient pas sortis de l'eau si les sols n'avaient pas existé. Il concentre entre 50 et 75 % de la matière vivante (champignons, amibes, bactéries...). Mais aussi 70 à 90 % de la matière organique nécessaire au fonctionnement des écosystèmes. Il est le régulateur des débits de rivière, porte de l'évaporation vers le ciel. En lien avec les eaux continentales à cause de l'érosion, il exporte la fertilité dans les océans.

Ce sol est-il mis à mal aujourd'hui ?

M-.A.S. Quand on jette du plastique par terre, des microparticules sont générées. Elles modifient la stabilité des sols, les rendent moins cohérents et plus perméables à l'eau. L'eau s'échappe plus vite. Les microparticules peuvent boucher le tube digestif des animaux, libèrent des perturbateurs endocriniens. Bien sûr, le sujet des pesticides et de leur toxicité se pose. Autre exemple, moins remis en question, le labour. En vertu de la sagesse paysanne, cette pratique serait bonne, car elle permettrait de faire remonter des oligoéléments (phosphore, fer, potassium...), gages de fertilité. Mais c'est un désastre. On aère, mais on détruit la matière organique, les racines; on perturbe la biodiversité, on provoque l'érosion. Il faut savoir que les sols de labour s'érodent à la vitesse des sols des Alpes.

Comment y remédier ?

M-.A.S. L'agriculture sous couvert *(qui consiste à implanter une culture dans un couvert végétal sans avoir travaillé le sol, ndlr)* est une bonne piste. Il s'agit de semer des plantes de culture intermédiaire (légumineuses, trèfle, luzerne...), qui capturent l'azote et le phosphate, et transforment les bactéries de l'atmosphère en protéines. Quand on abat ce couvert, elles retournent dans le sol sous forme de matières organiques. Souvent, des herbicides sont utilisés pour détruire ces plantes dérobées. Cultiver en bio offre une alternative. Si des fumures organiques sont utilisées, on peut recourir au labour. L'idée serait d'arriver à la synthèse de ces deux pratiques ou de les améliorer. Plus fondamentalement, il faut que le consommateur se sente concerné. Il existe des labels certifiant que les sols ne sont pas maltraités. Mais ce n'est pas suffisant. Le levier le plus puissant reste l'argent. Je rappelle les enjeux : on peut avancer le chiffre de 3,5 milliards d'humains dont la vie est abîmée à cause de sols devenus moins productifs. D'ici à 30 ans, 50 à 700 millions de personnes migreront à cause du changement climatique. Pour contrer ces mouvements, des tribuns veulent ériger des murs. Ils feraient mieux d'améliorer les sols. ❞ INTERVIEW **PASCALE TOURNIER**